

BDS Culturel: lettre a Juan Carlos Caceres

Juan Carlos Caceres
c/o Vivement Ce Soir
Lot. Codani
Route de la mer
20260 Lumio

Paris, le 27 décembre 2010

Cher Juan Carlos Caceres,

Nous vous écrivons à la veille de votre participation prévue au Red Sea Winter Jazz Festival, dans l'espoir que vous annuliez votre voyage.

Vous ne savez peut-être pas que ce festival est parrainé par le gouvernement israélien, qui parraine en outre la dépossession des Palestiniens de leurs maisons, ainsi que de nombreuses lois discriminatoires à l'égard des « non-juifs », dans un système antidémocratique que l'on peut qualifier d'apartheid. De telles initiatives culturelles étatiques cherchent à masquer, derrière une propagande de « plaque tournante culturelle dynamique », une politique brutale et, pour la résumer en un seul mot, coloniale.

En réaction à des décennies d'oppression, couplées avec l'échec de toutes formes d'intervention internationale et de tentatives de paix, le peuple palestinien appelle les artistes de conscience au Boycott, au Désinvestissement et aux Sanctions (BDS), jusqu'à ce qu'Israël se conforme au droit international et aux principes universels des droits humains. Ce mouvement s'inspire de la lutte menée par les Sud-Africains contre l'apartheid. Une multitude d'artistes, récemment Elvis Costello, Gil Scott-Heron ou Carlos Santana, a répondu à l'appel au boycott et a annulé des spectacles prévus en

Israël.

Vous avez étudié la culture des peuples autochtones et des peuples opprimés en Argentine, indiens et noirs. Vous avez voulu en révéler « l'histoire niée » par 150 ans de racisme des immigrants venus d'Europe. Vous ne pouvez donc pas être insensible à l'histoire et à la culture niée, sous vos yeux, du peuple palestinien, autochtone et opprimé par l'Etat israélien. Dans ce cas, comment pourriez-vous ne pas écouter son appel ?

Alors que certains ne manqueront pas d'interpréter votre concert comme un soutien politique, et pas seulement culturel, à l'Etat d'Israël, nous espérons au contraire pouvoir vous compter parmi les artistes qui se joindront à l'appel non-violent au boycott d'Israël, et en particulier au RSWJF, et ainsi, aider à atteindre l'égalité des droits et la justice en Palestine-Israël.

En réponse à l'appel palestinien à la solidarité internationale, refusez de jouer pour l'apartheid.

Nous restons à votre entière disposition pour tout supplément d'information, et pour vous rencontrer si vous le souhaitez.

Dror Warschawski pour la Campagne BDS France

Campagne BDS France

21 ter rue Voltaire 75011 Paris

<http://www.bdsfrance.org/>

campagnebdsfrance@yahoo.fr

Label:

Mañana

17 rue Pascal

75005 Paris

Tel : 01 45 35 54 19

contact@mananamusic.com

Tourneur:

Vivement Ce Soir

Lot. Codani

Route de la mer

20260 Lumio

Tel : 04 95 46 29 82

magali@vivementcesoir.fr

www.vivementcesoir.fr

BDS culturel : le groupe anglais Tindersticks annule sa tournée en Israël !

L'année 2010 devrait être déclarée « année du boycott culturel de l'apartheid israélien ». Après les acteurs Meg Ryan et Dustin Hoffman, le metteur en scène Mike Leigh, les écrivains Henning Mankell, Iain Banks et Alice Walker, les musiciens Carlos Santana, Devendra Banhart, Tommy Sands, Elvis Costello, Gil Scott-Heron, Annie Lennox et les groupes The Klaxons, Gorillaz, The Pixies, Leftfield, Faithless et Massive Attack, c'est maintenant Tindersticks qui renonce à se rendre en Israël !

Un extrait de leur déclaration: « Nous avons cru que la

musique que nous faisons est au-delà des considérations politiques. Au cours des dernières semaines, la pression exercée sur nous par des personnes et des organisations proches de nous, nous a montré que ce n'est pas le cas. Il est difficile de défier **un mouvement en pleine expansion** dont nous approuvons les objectifs, même si nous ne sommes pas tout à fait convaincu par leurs méthodes. »

Puissent d'autres artistes réaliser que la musique, l'art, la culture ne sont jamais au delà de considérations politiques, et en particulier dans le contexte palestinien...

<http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3988970,00.html>

BDS Culturel: un de plus!

Le groupe anglais Tindersticks annule sa tournée en Israël!

L'année 2010 devrait être déclarée « année du boycott culturel de l'apartheid israélien ». Après les acteurs Meg Ryan et Dustin Hoffman, le metteur en scène Mike Leigh, les écrivains Henning Mankell, Iain Banks et Alice Walker, les musiciens Carlos Santana, Devendra Banhart, Tommy Sands, Elvis Costello, Gil Scott-Heron, Annie Lennox et les groupes The Klaxons, Gorillaz, The Pixies, Leftfield, Faithless et Massive Attack, c'est maintenant Tindersticks qui renonce à se rendre en Israël !

Un extrait de leur déclaration: « Nous avons cru que la musique que nous faisons est au-delà des considérations politiques. Au cours des dernières semaines, la pression exercée sur nous par des personnes et des organisations proches de nous, nous a montré que ce n'est pas le cas. Il est difficile de défier **un mouvement en pleine expansion** dont nous

approuvons les objectifs, même si nous ne sommes pas tout à fait convaincu par leurs méthodes. »

Puissent d'autres artistes réaliser que la musique, l'art, la culture ne sont jamais au delà de considérations politiques, et en particulier dans le contexte palestinien...

<http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3988970,00.html>

Le boycott universitaire et culturel d'Israël prend une dimension européenne

Aujourd'hui, 8 novembre 2010, plusieurs organisations de pays membres de l'Union européenne annoncent la mise en place d'une plateforme commune pour le boycott académique et culturel d'Israël (EPACBI). La décision a été prise durant les rencontres pour le boycott universitaire et culturel d'Israël qui se sont tenues les 25 et 26 septembre à Paris. Ces rencontres rassemblaient une cinquantaine d'enseignants-chercheurs, représentant les délégations d'une dizaine de pays européens et une délégation palestinienne, à l'invitation de l'AURDIP (Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine) et du BRICUP (British Committee for Universities of Palestine).

Ce mouvement de boycott se veut une réponse à l'appel de la société civile palestinienne intitulé PACBI (Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel). Il consiste à remettre en cause les coopérations institutionnelles en matière d'enseignement et de recherche entre Israël et la communauté internationale, les programmes

d'échange et les manifestations culturelles impliquant des institutions ou l'État d'Israël, afin de forcer cet État à respecter le droit international et les droits de l'homme. Il s'inscrit dans le cadre plus large de la campagne internationale pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions à l'encontre d'Israël (Campagne BDS).

Les délégations présentes ont posé les bases d'une coordination de leurs actions à l'échelle européenne dans la déclaration suivante:

Déclaration de Paris sur la mise en place d'une plateforme européenne pour le boycott académique et culturel d'Israël (EPACBI)

<http://www.epacbi.eu/>

Cette déclaration annonce la mise en place d'une plateforme européenne commune pour le boycott académique et culturel d'Israël. Les organisations nationales, régionales et locales et les mouvements adhérant à cette plateforme :

- acceptent et promeuvent le boycott des institutions académiques et culturelles israéliennes et le désinvestissement des compagnies qui contribuent aux graves violations par Israël du droit international et des droits de l'homme;
- soutiennent l'appel de la société civile palestinienne aux boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) et acceptent les directives de mise en application publiées par la campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) et le comité national palestinien pour le boycott (BNC);
- s'accordent à développer et renforcer le boycott jusqu'à ce que le peuple palestinien obtienne une résolution des injustices actuelles conformément au droit international et aux droits de l'homme internationalement reconnus.

L'Europe, à la fois par les états qui la composent et par ses principales institutions d'intégration, joue un rôle-clé dans

le maintien de l'occupation israélienne des territoires palestiniens. Son soutien a été maintenu en dépit des violations répétées et abondamment documentées des droits de l'homme des Palestiniens, qu'ils soient citoyens d'Israël, sous occupation israélienne ou réfugiés. Ce faisant, les institutions européennes ignorent et nient les principes de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales qui sous-tendent leurs textes fondateurs. Il revient donc à la société civile européenne de faire en sorte qu'elles se conforment à ces principes.

Le boycott, le désinvestissement et les sanctions sont une stratégie morale et non violente visant à obtenir des changements là où, durant des décennies, le programme consistant à « établir des ponts » avec l'opresseur a manifestement échoué. Le boycott académique et culturel est particulièrement pertinent, étant donnée la complicité des institutions académiques et culturelles israéliennes dans les restrictions flagrantes des libertés académiques et culturelles palestiniennes, par leur soutien direct et indirect à la politique gouvernementale. L'importante contribution de BDS – y compris du boycott académique et culturel – à l'arrêt de la politique d'apartheid en Afrique du Sud démontre la potentielle efficacité de cette approche.

Nous enjoignons tous les universitaires, professionnels et praticiens de la culture européens à reconsidérer à la lumière de leur conscience les liens qu'ils ont ou envisagent d'avoir avec les institutions israéliennes dans leurs domaines respectifs. Nous exhortons ceux qui souhaitent établir la justice au Proche-Orient et promouvoir le respect du droit international dans le monde à constituer des structures locales, régionales et nationales pour la promotion de ce boycott. Nous les assisterons et les conseillerons dans la mise en place de telles organisations, de manière à réaliser une coordination des activités de boycott académique et culturel à l'échelle du continent.

Les organisations suivantes participent à la mise en place de la plateforme européenne pour le boycott académique et culturel d'Israël (EPACBI):

AKULBI : Akademisk og Kulturell Boikott av staten Israel (Norvège)

AURDIP : Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (France)

BAB : Berlin Academic Boycott (Allemagne)

BRICUP : British Committee for Universities for Palestine (Angleterre)

CUNCAP : Comissió Universitària Catalana per Palestina (Espagne)

ICACBI : Italian Campaign for the academic & cultural boycott of Israel (Italie)

PACBI : Palestinian campaign for the academic and cultural boycott of Israel (Palestine)

PSABI : Action Group at KTH for Boycott of Israel (Suède)

Des délégations belge et néerlandaise participent également au lancement d'EPACBI.

<http://www.aurdip.fr/Declaration-de-Paris-sur-la-mise.html>

Le boycott d'Israël par les

artistes de Montréal fait tache d'huile

Les manifestations qui se sont produites en réponse aux violents bombardements sur Gaza, il y a près de deux ans, ont suscité de nouvelles initiatives non violentes visant à soutenir la lutte des Palestiniens. Parmi celles-ci, on peut citer les assignations en justice de présumés criminels de guerre israéliens, les missions civiles en Palestine pour témoigner de la brutalité de l'occupation militaire, les missions humanitaires pour rompre le blocus de Gaza ou la campagne de «boycott, désinvestissement et sanctions» (BDS) contre l'Etat israélien. Cette dernière reprend la stratégie de boycott mise en oeuvre contre l'Afrique du Sud, dans les années 1980, en dénonçant les discriminations subies par les Palestiniens, qualifiées d'apartheid.

Bien que le BDS soit né d'un appel lancé par la société civile palestinienne en 2005, c'est depuis l'attaque meurtrière de l'armée israélienne sur la flottille humanitaire au large de Gaza, fin mai 2010, que la stratégie BDS a le vent en poupe. Elle affirme que chaque citoyen a un rôle à jouer: en tant que consommateur, professeur, artiste, sportif ou autre, chacun est responsable de ses actions et peut refuser celles qui renforcent le pouvoir répressif de l'Etat d'Israël. Le boycott le plus connu est celui des produits israéliens, comme les cosmétiques Ahava, ou d'entreprises européennes participant à la colonisation, comme Connex qui construit un tramway dans la partie de Jérusalem que l'Etat israélien annexe illégalement. Mais cette campagne se décline également sous d'autres formes, universitaires, sportives et culturelles. Enfin, au-delà de cette prise de conscience individuelle, le BDS est une campagne de pression, en particulier médiatique, qui permet de rappeler les violations répétées du droit international et des droits humains à l'encontre des Palestiniens.

L'exemple de Sun City

Sur le plan culturel, les initiatives s'inspirent des musiciens qui, dans les années 1980, revendiquaient qu'ils «n'iraient pas jouer à Sun City», en Afrique du Sud. Ce mouvement prend une ampleur considérable: il n'est pas une semaine sans qu'on apprenne qu'un artiste de premier plan annule un voyage prévu en Israël, profitant parfois de l'occasion pour écrire de véritables pamphlets dénonçant les conditions dans lesquelles vivent les Palestiniens, sous occupation israélienne ou en exil. Rien que cette année, l'actrice Meg Ryan, les écrivains Henning Mankell, Iain Banks et Alice Walker, les musiciens Carlos Santana, Elvis Costello, Gil Scott-Heron et les groupes The Klaxons, Gorillaz et The Pixies ont renoncé à se rendre en Israël. Pour des raisons similaires, le mois dernier, plus de 150 artistes irlandais se sont engagés par écrit à boycotter Israël, rappelant l'initiative des 500 artistes montréalais, déjà évoquée dans nos pages¹. Tout récemment, c'est le groupe anglais Massive Attack qui a rejoint ce mouvement. Son chanteur, Robert Del Naja, déclarait: «Je ne peux pas jouer en Israël alors que les Palestiniens n'ont pas accès aux mêmes droits fondamentaux que les Israéliens.»

Pétition israélienne

Même en Israël, le boycott devient un moyen jugé pertinent de s'opposer à la poursuite de la colonisation par le gouvernement d'extrême droite dirigé par Benyamin Netanyahou. Ce mois-ci, alors que certains en Europe s'opposent en particulier au boycott universitaire et culturel, 150 universitaires, écrivains, artistes et acteurs israéliens ont signé une pétition appelant à refuser de se produire dans les colonies des territoires occupés en 1967. Aux côtés d'intellectuels connus pour leur engagement contre l'occupation, tels Niv Gordon, Gideon Levy ou Shlomo Sand, on trouve des personnalités généralement plus discrètes comme l'historien Zeev Sternhell ou les écrivains renommés David

Grossman, A.B. Yehoshua et Amos Oz. Alors qu'elles étaient sévèrement critiquées par le gouvernement israélien, ces personnalités ont reçu une lettre de soutien de 150 autres artistes, étasuniens et anglais, dont Vanessa Redgrave, Cynthia Nixon ou Tony Kushner.

La limitation du boycott aux seules colonies est défendue par certains groupes de solidarité qui demandent la fin de l'occupation illégale de la Cisjordanie, de Gaza, de Jérusalem-Est et du Golan, le démantèlement du Mur et la levée du blocus de Gaza. Les partisans d'un boycott total rappellent quant à eux que les discriminations touchent également les Palestiniens à l'intérieur des frontières d'Israël. Enfin, la résolution 194 de l'ONU stipule le respect et la mise en oeuvre du droit au retour des réfugiés palestiniens dans leurs maisons. Selon la campagne BDS, ces deux points justifient de faire pression sur les institutions israéliennes, y compris à l'intérieur des frontières de 1948: en effet, n'aurait-il pas été absurde, à l'époque de l'apartheid, de ne boycotter que les bantoustans et pas le Cap, Johannesburg ou... Sun City?

La culture est une arme utilisée de part et d'autre. L'Etat d'Israël ne s'y trompe pas, qui non seulement tente de contrer la campagne BDS, mais multiplie également les festivals, expositions et autres manifestations artistiques ou sportives pour tenter de redorer son blason. De son côté, la campagne BDS appelle à ne pas participer à ces événements, où qu'ils aient lieu: dans les colonies, en Israël ou même en Europe. De fait, ces manifestations culturelles ne sont plus anodines: on y participe ou pas mais, dans les deux cas, la décision revêt un sens politique. Si de plus en plus d'artistes répondent positivement à l'appel au boycott, celui-ci s'adresse désormais également aux simples spectateurs, citoyens responsables...

(1) Le Courrier du 7 avril 2010.

Quelques liens:

Cinq cents artistes montréalais contre l'apartheid israélien:

<http://www.tadamon.ca/post/5824>

Cent cinquante artistes irlandais s'engagent à boycotter

Israël: <http://www.ipsc.ie/pledge/>

Cent cinquante artistes israéliens boycottent les colonies israéliennes:

<http://www.haaretz.com/print-edition/news/150-academics-artists-back-actors-boycott-of-settlement-arts-center-1.311149>

Cent cinquante artistes américains et anglais soutiennent les 150 artistes israéliens:

<http://jvp.org/campaigns/making-history-support-israeli-artists-who-say-no-normalizing-settlements-4>

Appel de l'Autorité palestinienne à boycotter les produits des colonies: <http://bdsmovement.net/?q=node/604>

Appel des Palestiniens au boycott universitaire et culturel d'Israël: <http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=869>

Appel des Palestiniens au BDS contre Israël: <http://bdsmovement.net/?q=node/52#French>

Relais français de la campagne BDS internationale: <http://www.bdsfrance.org/>

Relais genevois de la campagne BDS internationale: <http://www.urgencepalestine.ch/Activites/boycott.html>

Débat européen sur le boycott scientifique et culturel des institutions israéliennes

L'Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) et le British Committee

for the Universities of Palestine (BRICUP) vous invitent (*) à un

Débat européen sur le boycott scientifique et culturel des institutions israéliennes

Samedi 25 Septembre 2010 à 20h à l'[Auditorium de l'INHA](#), 2 rue Vivienne, 75002 Paris (Métro ligne 3 : Bourse ; lignes 7, 14 : Pyramides ; ligne 1 : Palais royal/Musée du Louvre)

avec la participation de:

- John Berger écrivain, critique d'art, scénariste
- Christophe Oberlin Professeur en médecine et Chirurgien à l'Hôpital Bichat à Paris
- Eyal Sivan producteur, réalisateur, essayiste, scénariste
- Un représentant de la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israel (PACBI)
- Robert Boyce Secretary of BRICUP
- Ivar Ekeland Président de l'AURDIP
- et diverses délégations européennes

(*) Entrée libre et inscription préalable obligatoire. Pour s'inscrire, envoyez un message avec votre nom, prénom et adresse électronique à aurdip2010@gmail.com

<http://www.aurdip.org/Debat-europeen-sur-le-boycott.html>

Affiche au format jpg

**« Boycott de l'intérieur » :
Les artistes de théâtre**

israéliens refusent de jouer en Cisjordanie

Les artistes de théâtre israéliens refusent de jouer en Cisjordanie

Par RFI

Israël –

Article publié le : dimanche 29 août 2010 – Dernière modification le : dimanche 29 août 2010

Des acteurs et des dramaturges israéliens ont décidé de refuser de se produire désormais dans les théâtres situés dans les colonies juives de Cisjordanie, suscitant critiques et embarras au sein du gouvernement. Tout a commencé il y a plusieurs jours lorsque des personnalités du monde du théâtre israélien ont décidé de lancer une pétition contre l'ouverture prévue en novembre d'un théâtre national à Ariel, l'une des plus importantes colonies juives de Cisjordanie.

Avec notre correspondant à Jérusalem, Michel Paul

Ils sont 57 acteurs et auteurs de théâtre israéliens et ils ont signé une pétition appelant les directeurs de six compagnies théâtrales du pays à boycotter l'ouverture d'un nouveau théâtre subventionné par l'état, en novembre prochain à Ariel, une des plus grandes agglomérations juives de Cisjordanie.

« Nous refusons de nous produire dans des colonies de peuplement », soulignent les signataires du texte. Ils précisent encore qu'ils ne sont « prêts à jouer qu'à l'intérieur des frontières reconnues par la communauté internationale ».

Parmi eux, le dramaturge Yoshua Sobol et l'acteur Odet Kotler. Ce dernier explique : « mon contrat avec le théâtre stipule explicitement que je suis obligé de jouer en Israël, et Ariel

ne fait pas partie de cet état ».

Les députés arabes de la Knesset approuvent mais lors du Conseil des ministres, le chef du gouvernement, Benjamin Netanyahu, affirmait qu'au moment où dans le monde entier, on essayait de délégitimer Israël, ce boycott venu de l'intérieur était inacceptable.

Plusieurs ministres ont proposé de supprimer les subventions aux compagnies qui n'accepteraient pas de se produire partout, y compris au-delà de la ligne verte.

Boycott culturel: et maintenant, les Pixies!

Suite au massacre en méditerranée, deux groupes anglais – l'énorme **Gorillaz**, de Damon Albarn, et **Klaxons** – annulent leur participation dans le festival d'été PIC.NIC à Tel Aviv.

Encore plus énorme, le groupe **Pixies** annule aussi son concert en Israël.

Après Santana, Gil Scott-Heron, Elvis Costello, pour ne citer que les plus connus, 2010 s'annonce comme une grande année de **Boycott Culturel** de l'Apartheid israélien...

Boycott culturel : Gorillaz, Klaxons et les Pixies annulent leurs concerts en Israël

Suite au massacre en méditerranée, deux groupes anglais – l'énorme **Gorillaz**, de Damon Albarn, et **Klaxons** – annulent leur participation dans le festival d'été PIC.NIC à Tel Aviv.

Encore plus énorme, le groupe **Pixies** annule aussi son concert en Israël.

Après Santana, Gil Scott-Heron, Elvis Costello, pour ne citer que les plus connus, 2010 s'annonce comme une grande année de **Boycott Culturel** de l'Apartheid israélien...

Le boycott universitaire et culturel ne coupe-t-il pas court à toute possibilité de dialogue?

Q: Le boycott universitaire et culturel ne coupe-t-il pas court à toute possibilité de dialogue?

R: Bien sûr que non, puisque le boycott ne s'attaque qu'aux institutions. Un tel dialogue existe d'ailleurs, mais il est limité car, contrairement aux idées reçues, une très faible minorité d'intellectuels israéliens s'oppose à l'occupation

alors qu'une grande majorité y participe, activement ou passivement

Fondamentaux sur le boycott culturel

Le boycott culturel expliqué par Dror

La nécessité du boycott culturel

S'il y a quelque chose de neuf dans l'interminable et triste histoire de la Palestine, c'est le glissement manifeste qui s'est opéré dans l'opinion publique au Royaume-Uni. Je me souviens d'être venu dans les îles britanniques en 1980, à l'époque où le soutien à la cause palestinienne était confiné à la gauche et, au sein même de celle-ci, à une section et un courant idéologique très particuliers.

Le 23 juin 2009

Le traumatisme de l'après-Holocauste et le complexe de culpabilité, les intérêts militaires et économiques et la mascarade prétendant qu'Israël était la seule démocratie du Moyen-Orient, tout cela jouait un rôle pour assurer l'immunité à l'État d'Israël. Très peu de gens étaient émus, semblait-il, par un État qui avait dépossédé la moitié de la population native de la Palestine, démoli la moitié de ses villages et villes, pratiqué via un système d'apartheid des discriminations à l'égard des personnes vivant dans ses propres frontières et divisé et enclavé deux millions et demi de personnes au cours d'une occupation militaire brutale et répressive.

Presque trente ans plus tard, il semble que tous les filtres et cataractes ont été retirés. L'ampleur de l'épuration ethnique de 1948 est bien connue, la souffrance des gens des territoires occupés a été rapportée et décrite, même par le président des États-Unis, comme insupportable et inhumaine. De façon similaire, la destruction et le dépeuplement de la zone du grand Jérusalem sont mentionnés quotidiennement et la nature raciste des mesures politiques à l'égard des Palestiniens en Israël est fréquemment critiquée et condamnée.

La réalité aujourd'hui, en 2009, est décrite par l'ONU comme « une catastrophe humaine ». Les sections conscientes et consciencieuses de la société britannique savent très bien qui a causé cette catastrophe et qui l'a produite. La chose n'est pas associée à de vagues circonstances ou au « conflit », mais est perçue clairement comme le résultat de la politique israélienne au fil des années. Quand on demanda à l'archevêque Desmond Tutu quelle était sa réaction après ce qu'il avait vu dans les territoires occupés, il fit tristement remarquer que c'était encore pire que l'apartheid. Et il était bien placé pour en parler.

Comme dans le cas de l'Afrique du Sud, ces personnes décentes, soit en tant qu'individus, soit en tant que membres d'organisations, expriment leur indignation face à ce mélange permanent, en Palestine, d'oppression, de colonisation, de nettoyage ethnique et de privations provoquées. Ces personnes cherchent des façons d'exprimer leurs protestations et certaines espèrent même convaincre leur gouvernement de modifier sa vieille politique d'indifférence et d'inaction face à la destruction permanente de la Palestine et des Palestiniens. Beaucoup de ces gens sont des Juifs, puisque ces atrocités sont commises en leur nom, selon la logique de l'idéologie sioniste, et quelques-uns d'entre eux sont des vétérans d'anciennes luttes civiles dans ce pays pour des raisons similaires à celles qu'on rencontre dans le monde entier. Ils ne sont plus confinés dans un seul parti politique et ils viennent de toutes les classes sociales.

Jusqu'à présent, le gouvernement britannique n'est toujours pas ému. Il a également été passif quand le mouvement anti-apartheid de ce pays lui a demandé d'imposer des sanctions à l'Afrique du Sud. Il a fallu plusieurs décennies de militantisme à la base pour atteindre les hautes sphères politiques. Cela prend encore plus de temps dans le cas de la Palestine : la culpabilité à propos de l'Holocauste, les récits historiques déformés et la dénaturation contemporaine d'Israël en tant que démocratie cherchant la paix et des Palestiniens en tant qu'éternels terroristes islamiques, tout cela a bloqué le flux de l'impulsion populaire. Mais l'affaire commence à trouver sa voie et à asseoir sa présence, en dépit de l'accusation permanente d'antisémitisme collée à toute revendication et malgré la diabolisation de l'Islam et des Arabes. Le troisième secteur, ce lien important entre les civils et les agences gouvernementales, nous a montré la voie. Un syndicat après l'autre, un groupe professionnel après l'autre, tous ont envoyé récemment un message clair : assez, c'est assez. C'est fait au nom de la décence, de la moralité humaine et de l'engagement civique fondamental à ne pas rester immobile face aux atrocités du genre qu'Israël inflige au peuple palestinien.

Ces huit dernières années, la politique criminelle d'Israël a connu une escalade permanente et les activistes palestiniens ont cherché de nouveaux moyens d'y faire face. Ces moyens, il les ont tous essayés, la lutte armée, la guérilla, le terrorisme et la diplomatie : rien n'a marché. Et pourtant ils ne renoncent pas et, maintenant, ils proposent une stratégie non violente – celle du boycott, des sanctions et du refus d'investir.

C'est avec ces moyens qu'ils souhaitent persuader les gouvernements occidentaux de les sauver non seulement eux-mêmes, les Palestiniens, mais aussi – ironiquement – les Juifs d'Israël d'une catastrophe et d'un bain de sang imminents. C'est cette stratégie qui a nourri l'appel au boycott culturel d'Israël. Cette revendication a été exprimée par chaque partie de la vie palestinienne : par la société civile sous occupation et par les Palestiniens en Israël. Elle est soutenue par les réfugiés palestiniens et elle est dirigée par les membres des communautés palestiniennes en exil. Elle est venue à un moment très opportun et elle a donné aux individus et aux organisations en Grande-Bretagne une façon d'exprimer leur dégoût à l'égard de la politique israélienne et, en même temps, une occasion de participer aux pressions de partout sur le gouvernement afin qu'il modifie sa politique consistant à accorder l'immunité à ceux qui jouissent de l'impunité sur le terrain.

Il est ahurissant que ce glissement de l'opinion publique n'ait pas eu d'impact sur la politique, jusqu'à présent. Mais, une fois encore, on nous rappelle la voie tortueuse qu'a dû emprunter la campagne contre l'apartheid avant de devenir une politique. Il est également utile de rappeler que c'étaient deux braves femmes à Dublin, s'échinant dans les rayons d'un supermarché local, qui avaient initié cet énorme mouvement de changement en refusant de vendre des marchandises sud-africaines. Vingt-neuf ans plus tard, la Grande-Bretagne en a rejoint d'autres en imposant des sanctions contre l'apartheid. Ainsi, alors que les gouvernements hésitent pour des raisons cyniques, par crainte d'être accusés d'antisémitisme ou peut-être à cause d'inhibitions islamophobes, des citoyens et des activistes font tout leur possible, symboliquement et physiquement, pour informer, protester et revendiquer. Ils ont une campagne mieux organisée, celle du boycott culturel, ou ils peuvent rallier leurs syndicats dans la

politique coordonnée des pressions. Ils peuvent également utiliser leur nom ou leur renommée pour nous montrer à tous que les gens décents de ce monde ne toléreront pas ce que fait Israël ni ce qu'il représente. Ils ne savent pas si leur action provoquera un changement immédiat où s'ils auront la chance de voir un changement se produire de leur vivant. Mais dans leur carnet personnel qui mentionne qui ils sont et ce qu'ils ont fait dans leur vie et dans le regard impitoyable de l'évaluation de l'Histoire, ils seront comptés au nombre des gens qui ne sont pas demeurés indifférents quand l'inhumanité faisait rage sous le déguisement de la démocratie, que ce soit dans leur propre pays ou partout ailleurs.

Par ailleurs, les citoyens de ce pays, et particulièrement les gens célèbres, qui continuent à répéter, très souvent par ignorance ou pour des raisons plus sinistres, la fable disant qu'Israël est une société occidentale cultivée ou la « seule démocratie au Moyen-Orient », ces gens ne font pas que se tromper de fait. Ils fournissent l'immunité à l'une des pires atrocités de notre époque. Certains d'entre eux exigent que nous laissions la culture à l'écart de nos actions politiques. Cette approche de la culture et du savoir israéliens en tant qu'entités séparées de l'armée, de l'occupation et de la destruction est moralement vicieuse et logiquement révolue. Finalement, un jour, cette indignation venue d'en bas, y compris en Israël aussi, produira une nouvelle politique – l'actuelle administration américaine en montre déjà de petits signes avant-coureurs. L'histoire n'a pas traité avec bienveillance ces cinéastes qui ont collaboré avec le sénateur américain Joseph McCarthy, dans les années 1950, ou qui ont avalisé l'apartheid. Elle adoptera une attitude similaire à l'égard de ceux qui se taisent aujourd'hui à propos de la Palestine.

À ce sujet, un événement intéressant s'est déroulé le mois dernier à Edimbourg. Le cinéaste Ken Loach dirigeait une campagne contre les connexions officielles et financières que le festival du film de cette ville avait avec l'ambassade d'Israël. L'intention était de faire circuler un message disant que cette ambassade représente non seulement les cinéastes d'Israël, mais également ses généraux qui ont massacré le peuple de Gaza, ses bourreaux qui torturent des Palestiniens dans les prisons, ses juges qui ont envoyé 10.000 Palestiniens – dont une moitié d'enfants – en prison sans procès, ses maires racistes qui veulent chasser les Arabes de leurs villes, ses architectes qui construisent des murs et des clôtures afin d'enclaver les gens et les empêcher d'avoir accès à leurs champs, leurs écoles, leurs cinémas ou leurs bureaux et ses politiciens qui mettent encore au point des stratégies visant à réaliser complètement l'épuration ethnique de la Palestine qu'ils ont entamée en 1948. Ken Loach a compris que seul un appel à boycotter le festival dans son ensemble allait amener ses directeurs à adopter un sens moral et une perspective éthique. Il avait raison, ce fut le cas parce que l'affaire était vraiment bien définie et que l'action était très simple et pure.

On ne sera pas surpris d'avoir entendu une voix s'exprimer en sens contraire. C'est une bataille qui a toujours cours et elle ne sera pas gagnée facilement. Au moment où j'écris ces mots, nous célébrons le 42e anniversaire de l'occupation israélienne – la plus longue et l'une des plus cruelles des temps modernes. Mais le temps a également produit la lucidité nécessaire pour de telles décisions. C'est pourquoi l'action de Ken a été efficace sur-le-champ. La prochaine fois, ce ne serait même plus nécessaire. L'une des personnes qui l'ont critiqué a essayé de faire remarquer le fait que les gens en Israël aiment les films de Ken, si bien que son acte pouvait être perçu comme de l'ingratitude. Je puis assurer ce critique que ceux d'entre nous, en Israël, qui regardent les films de Ken sont également ceux qui le saluent pour sa bravoure et que, contrairement à ce critique, nous ne pensons pas que cet acte soit semblable à un appel à la destruction d'Israël, mais qu'il représente plutôt la seule façon de sauver les Juifs et les Arabes qui y vivent. Mais il est difficile, quoi qu'il en soit, de prendre une telle critique au sérieux quand elle est accompagnée de la description des Palestiniens en tant qu'entité terroriste et d'Israël en tant que démocratie du même genre que la Grande-Bretagne.

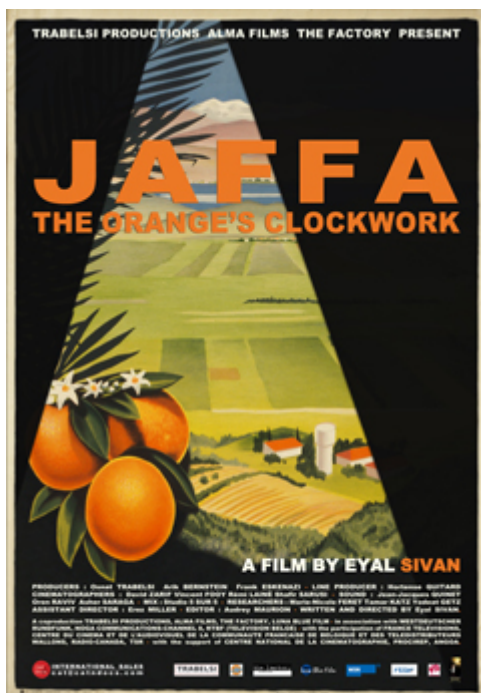
La plupart d'entre nous, au Royaume-Uni, se sont considérablement éloignés de cette stupidité propagandiste et ils sont prêts pour le changement. Nous attendons désormais que le gouvernement de ces îles prenne la relève.

Traduit par Jean-Marie Flémal et révisé par Magali Urbain pour Investig'Action.

Source : [The Electronic Intifada](#) ☺

Lettre du cinéaste israélien Eyal Sivan

mercredi 28 octobre 2009



Lettre adressée par le réalisateur Eyal Sivan au Forum des Images qui l'a invité à programmer son dernier film dans la rétrospective 'Tel-Aviv, le Paradoxe' , organisée par ce cinéma parisien en novembre prochain.

à Mme. Laurence Briot & Mme. Chantal Gabriel

Direction du programme

Forum des images

2, rue du Cinéma. 75045 Paris Cedex 01. France

London Octobre 6th 2009

Chère Laurence Briot et Chantal Gabriel

Je vous écris suite à la demande que vous avez adressé à mes producteurs, Mme Trabelsi et M. Eskenazi, de programmer mon dernier film « **Jaffa, La mécanique de l'orange** » dans la rétrospective 'Tel-Aviv, le Paradoxe' que vous organisez le mois prochain au Forum des Images, dans le cadre de la

célébration du centenaire de la ville de Tel-Aviv.

Je tiens d'abord à vous remercier pour votre offre de participer à cet événement et je vous demande d'excuser mon retard à répondre à vos chaleureuses sollicitations. Je suis sincèrement honoré que vous ayez envisagé de programmer mon film « Jaffa, La mécanique de l'orange » pour clôturer votre rétrospective. Toutefois, après mûre réflexion, j'ai décidé de décliner votre invitation. Les raisons de cette décision sont complexes et de nature politique, c'est pourquoi je voudrais, si vous le voulez bien, vous les expliquer dans le détail.

Comme vous le savez probablement, l'ensemble de mon travail cinématographique, qui compte plus de quinze films, a principalement pour objets la société israélienne et le conflit israélo-palestinien. En m'opposant à la politique israélienne à l'égard du peuple palestinien, je me suis toujours efforcé d'agir indépendamment pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté sur le fait que je ne représente pas la « démocratie (juive) israélienne ». C'est pourquoi, depuis le tout début de ma carrière cinématographique, il y a plus de 20 ans, je n'ai jamais bénéficié d'aucune aide ou d'aucun support d'une quelconque institution officielle israélienne.

J'ai toujours agi de manière à éviter que mon travail puisse être instrumentalisé et revendiqué comme une preuve de l'attitude libérale d'Israël ; une liberté d'expression et une tolérance qui ne sont accordées par l'autorité israélienne qu'à l'égard, bien sûr, des critiques juives israéliennes.

La politique raciste et fasciste du gouvernement israélien et le silence complice de la plupart de ses milieux culturels pendant le récent carnage opéré à Gaza comme face à l'occupation continue et aux violations des droits humains et aux multiples discriminations à l'égard des Palestiniens sous occupation, ou ceux, citoyens palestiniens de l'Etat israélien –toutes ces raisons justifient que je maintienne une distance vis-à-vis de tout événement qui pourrait être interprété comme

une célébration de la réussite culturelle en Israël ou un cautionnement de la normalité du mode de vie israélien. Puisque votre rétrospective fait partie de la campagne internationale de célébration du centenaire de Tel-Aviv et qu'elle bénéficie, à ce titre, du soutien du gouvernement israélien, je ne peux que décliner votre invitation.

Par ailleurs, considérant les attaques blessantes, humiliantes et continues dont mon travail fait l'objet, tant en France qu'en Israël, et les très rares confrères israéliens qui se sont exprimés pour me défendre et manifester leur solidarité sincère (je ne tiens pas compte des déclarations de principe en faveur du privilège hégémonique de la « liberté d'expression »), il ne m'est pas possible de me sentir solidaire d'un tel groupe.

Je ne peux être associé à une rétrospective qui célèbre des artistes et cinéastes jouissant d'une position de privilège absolu et d'une totale immunité, mais qui ont choisi de se taire quand des crimes de guerre étaient commis au Liban ou à Gaza et qui continuent d'éviter de s'exprimer clairement au sujet de la brutale répression des populations palestiniennes, du blocus de trois ans et de l'enfermement de plus d'un million de personnes dans la Bande de Gaza.

Je tiens à me démarquer de ceux de mes collègues qui utilisent de façon opportuniste, voire cynique, le conflit et l'occupation comme décor de leurs travaux cinématographiques, et comme représentation néo-exotique de notre pays – pratiques qui peuvent expliquer leur succès en Occident, et particulièrement en France – et je refuse d'être associé à eux dans le cadre de votre manifestation.

Même si votre invitation avait suscité chez moi une seconde d'hésitation, celle-ci aurait été balayée à la lecture, il y a une quinzaine de jours, d'un article signé d'Ariel Schweitzer, l'organisateur de votre rétrospective, et publié dans Le Monde. Dans cet article qui s'opposait au boycott culturel de

l'establishment israélien, il déclare : "Des mauvaises langues diront que cette politique culturelle sert d'alibi, visant à donner au pays l'image d'une démocratie éclairée, une posture qui masque sa véritable attitude répressive à l'égard des Palestiniens. Admettons. Mais je préfère franchement cette politique culturelle à la situation existante dans bien des pays de la région où l'on ne peut point faire des films politiques et sûrement pas avec l'aide de l'Etat."

Sur ce point, il me faut remercier votre organisateur M. Schweitzer pour sa naïve sincérité et pour ses arguments sectaires qui m'ont permis d'articuler les raisons pour lesquelles je préfère garder mes distances vis-à-vis de votre rétrospective et d'autres événements semblables. Car comme le confirme M. Schweitzer ils sont, en effet, une célébration de la politique culturelle israélienne et une défense de l'idéologie du 'moindre mal'. Tant mon histoire et ma tradition juives que mes convictions et mon éthique personnelles m'obligent, dans les circonstances politiques actuelles – alors que les autorités des démocraties occidentales et leurs intelligentsias ont fait le choix de rester aux côtés de la politique criminelle israélienne – à m'opposer publiquement par cet acte ferme et non-violent à l'actuel régime d'apartheid qui existe aujourd'hui, en Israël. Je terminerai en reprenant les termes de mon collègue et ami le célèbre réalisateur palestinien Michel Khleifi qui ne cesse de nous rappeler que le défi auquel nous devons faire face, en tant qu'artistes et intellectuels, est de poursuivre nos travaux non pas GRACE À la démocratie israélienne, mais MALGRÉ elle.

C'est pourquoi, toujours de manière non-violente, je continuerai à m'opposer, et à inciter mes pairs à faire de même, contre le régime israélien d'apartheid et contre le « traitement spécial » réservé dans les démocraties occidentales à la culture israélienne officielle d'opposition.

Souhaitant que vous accepterez et comprendrez ma position, et

espérant avoir l'opportunité de montrer mon travail dans d'autres circonstances.

Croyez en ma gratitude et mon respect,

Eyal Sivan, Filmmaker

Research Professor in Media Production

School of Humanities and Social Sciences

University of East London (UEL) – United-Kingdom

> **Source : CAPJPO-Europalestine** ☹

Grande Bretagne – 20-04-2006

Roger Waters refuse d'être une autre brique dans le mur israélien

Par PACBI, *Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israël*

Réitérant sa position sur l'occupation israélienne et exprimant son soutien au peuple palestinien dans « sa lutte pour la liberté », la rockstar internationalement connue Roger Waters a annoncé qu'il déplace son concert prévu à Tel Aviv, à un moment où Israël amplifie la répression et l'apartheid pour déposséder les Palestiniens de leur terre, les ghettoïser et procéder, à la fin, à un véritable nettoyage ethnique.

L'ancien membre des Pink Floyd et auteur du morceau intemporel « Une autre brique dans le mur », a annulé son concert de Tel Aviv. Il tient compte ainsi d'un appel de nombreuses associations culturelles palestiniennes et de ses fans à travers le monde qui craignent qu'une telle prestation, assurée par un artiste respecté et progressiste comme Waters,

ne légitime le mur colonial israélien, condamné comme illégal par la Cour Internationale de Justice de La Haye en juillet 2004.

En soutien à la lettre adressée à Waters par les Palestiniens, un groupe de refuzniks israéliens (objecteurs de conscience) lui demande soit d'annuler sa prestation à Tel Aviv, soit de la dédier explicitement à la lutte contre l'occupation militaire israélienne. Waters a constamment condamné le mur israélien, qu'il accuse d'infliger pauvreté et ravages aux Palestiniens des Territoires Occupés.

Dans le communiqué de presse où il annonce l'annulation de son concert, Waters écrit : *« La souffrance endurée par le peuple palestinien depuis quarante ans d'occupation israélienne est inimaginable pour nous qui vivons à l'ouest et je soutiens leur lutte de libération. J'ai fait changer le lieu du concert, qui aura lieu à Wahat al Salam / Neve Shalom en signe de solidarité avec les voix de la raison, Palestiniennes ou Israéliennes, qui cherchent une voie non-violente pour une paix juste. »*

En annulant le concert de Tel Aviv, Roger Waters confirme son engagement pour la liberté, l'égalité et la paix basées sur la justice. Il nous prouve que sa « boussole » morale est non seulement vivante, mais qu'elle indique également la bonne direction. Apprenant cette nouvelle, la société civile palestinienne a chaudement salué Roger Waters pour son courage et sa contribution à la chute de tous les murs de l'oppression et de l'assujettissement, le mur israélien de la honte inclus.

BOYCOTTONS ISRAEL !

Source : <http://www.pacbi.org>

Traduction : MR pour ISM – source : <http://www.ism-suisse.org/news/article.php?id=4655&type=analyse&lesujet=Boycott>

Le boycott ne censure pas, il révèle

Juin 2010, par F. (CCIPPP)

Commençons par resituer le boycott dans son contexte. Israël est un Etat qui viole les droits humains les plus élémentaires, comme beaucoup d'autres Etats certes à travers le monde. Mais Israël a quelque chose en plus, que les « dictatures » du monde n'ont pas. Il a l'image de la démocratie, d'un pays normal qui malheureusement dérape à cause d'une extrême-droite trop virulente. Israël jouit d'une impunité que n'a aucun autre pays : la récente attaque contre la flottille a été certes critiquée, mais la majeure partie des pays occidentaux n'ont pas fait suivre leur critique de sanctions. Or le boycott est un outil politique qui vise à remédier à cette situation. Loin de vouloir censurer, nous voulons révéler, faire éclater à la face du monde la politique d'oppression et de spoliation, le manquement aux droits humains, qu'Israël masque encore derrière l'image de la démocratie. Le boycott ne censure pas, il fait entendre les voix qu'Israël fait taire : nous voulons montrer que l'image de la démocratie ne couvre ni les pleurs ni les cris de douleur. Le boycott culturel ne consiste pas à escamoter un film ou un livre en cachette, pour que personne n'en parle : le refus de programmer tel film, de vendre tel livre ou de recevoir tel chercheur n'a de sens que s'il est argumenté, s'il rend visible une prise de position politique. C'est exactement ce qu'a fait toute l'équipe des cinémas Utopia dans un travail politique intelligent.

Le boycott ne vise donc pas tel ou tel artiste israélien : il ne s'agit pas de s'en prendre à des individus. Il vise l'Etat d'Israël. On peut expliquer que l'*Israeli Film Fund* promeut la

production de voix alternatives, ce n'en est pas moins un organe étatique. Par conséquent, il est logique qu'un mouvement de boycott visant la politique d'un Etat (et non pas de tel ou tel gouvernement) cible cet organisme. L'argent de l'Etat israélien, qui permet à la créativité israélienne (et éventuellement à la pensée critique israélienne) de s'épanouir, n'est pas un argent innocent : il est entaché par l'occupation, par le blocus, par la discrimination sourde, par les expulsions et les destructions de maisons, par le refus d'appliquer le droit international. L'Etat israélien s'est construit sur des crimes et continue à vivre sur des crimes.

Le boycott vise à rendre ces crimes visibles aux yeux du monde : Israël n'est pas un Etat normal, et il nous paraît nécessaire de souligner que des institutions d'apparence anodine ont partie liée avec une politique d'oppression systématique. La violence de l'Etat d'Israël n'est pas une dérive fanatique d'extrême droite, c'est l'extrême droite fanatique qui dérive d'une violence systématique de l'Etat d'Israël. L'Etat d'Israël s'est construit dans une logique coloniale où une population dominante s'est constituée en s'opposant à une population autochtone dominée. Les structures politiques et sociales d'Israël reposent aujourd'hui encore sur ce paradigme. Israël se construit encore sur l'exclusion des Palestiniens. Ils sont enfermés à Gaza ou derrière le mur de séparation en Cisjordanie, expulsés progressivement de Jérusalem, relégués à des positions subalternes dans la société israélienne. Les Palestiniens sont niés, considérés comme un obstacle, un problème à traiter.

A l'ombre de l'Etat d'Israël, toutes les voix ne considèrent pas le problème de la même manière. Certaines en appellent à une expulsion radicale du problème ; d'autres au compromis, à un traitement plus apaisé du problème. Mais les voix israéliennes qui veulent considérer les Palestiniens non plus comme un problème, comme un caillou dans la chaussure, mais comme des partenaires pour construire un vivre-ensemble ne

peuvent pas s'exprimer dans le cadre de l'Etat d'Israël. Elles doivent se faire dissidentes. Dans le cadre de l'Etat d'Israël, les Palestiniens ne peuvent pas être considérés comme des égaux. Le boycott vise à dénoncer cette violence structurelle de l'Etat d'Israël qui relègue les Palestiniens et perpétue la domination politique. L'appel palestinien a été rejoint par des Israéliens qui ne se reconnaissent pas dans leur Etat et qui ne voient pas les Palestiniens comme un problème, mais comme des égaux en humanité.

Bien sûr, le boycott ne se justifierait pas aussi aisément si nos gouvernements européens et américains s'attachaient à faire respecter le droit international en faisant adopter des sanctions à l'encontre d'Israël au lieu de rehausser des accords de coopération pour l'UE, ou d'accepter Israël au sein de l'OCDE. Le boycott est aussi et surtout une action des citoyens pour interpeler leurs gouvernements démocratiquement élus pour qu'ils portent les valeurs de justice et de dignité qu'ils sont censés défendre. Nous continuerons donc nos opérations de boycott, pour dénoncer le caractère colonial et la violence institutionnalisée de l'Etat d'Israël, pour faire entendre et non pour faire taire.

<http://www.protection-palestine.org/spip.php?article9043>

Appel au boycott académique et culturel d'Israël

6 juillet 2004, version corrigée du 28 janvier 2006

<http://pacbi.org/etemplate.php?id=869>

Attendu que l'oppression coloniale israélienne du peuple palestinien,

basée sur l'idéologie sioniste, comprend :

-

Le déni de sa responsabilité dans la Nakba – en particulier dans les vagues de nettoyage ethnique et de dépossession qui ont

créé le problème des réfugiés palestiniens – et par conséquent

le refus d'accepter les droits inaliénables des réfugiés et déplacés, droits stipulés par et protégés par le droit international ;

•

L'occupation militaire et la colonisation de la Cisjordanie (incluant Jérusalem Est) et de Gaza depuis 1967, en violation du droit international et des résolutions de l'ONU ;

•

Le système bien établi de discrimination raciale et de ségrégation contre les citoyens palestiniens d'Israël, qui ressemble au système d'apartheid défunt d'Afrique du Sud ;

Puisque les institutions académiques israéliennes (essentiellement contrôlées par l'État) et la vaste majorité des intellectuels et universitaires Israéliens ont, soit contribué directement au maintien, à la défense ou à la justification des formes d'oppression susmentionnées, soit ont été complices par leur silence,

Etant donné que toutes les formes d'intervention internationales ont jusqu'à présent échoué à forcer Israël à se conformer au droit international ou à mettre fin à sa répression des Palestiniens, ce qui s'est manifesté de multiples façons, dont des sièges, des tueries indiscriminées, des destructions gratuites et le mur colonial raciste,

Au vu du fait que les personnes de conscience dans la communauté internationale des spécialistes et intellectuels ont porté historiquement la charge morale de combattre l'injustice, comme leur lutte pour abolir l'Apartheid en Afrique du Sud par différentes sortes de boycott en a

donné l'exemple,

Reconnaissant que le mouvement montant du boycott international contre Israël a exprimé la nécessité d'un cadre palestinien de référence traçant le contour des principes directeurs,

Dans l'esprit de la solidarité internationale, de la cohérence morale et de la résistance à la justice et à l'oppression,

Nous, universitaires et intellectuels palestiniens, appelons nos collègues dans la communauté internationale à boycotter complètement et en permanence toutes les institutions académiques et culturelles israéliennes pour contribuer à la lutte pour terminer l'occupation, la colonisation et le système d'apartheid israéliens, en appliquant ce qui suit :

1. Retenez-vous de participer à toute sorte de coopération, collaboration ou projet culturel conjoint, académique ou culturelle, avec des institutions israéliennes ;

2. Faites-vous les porte-parole d'un boycott complet des institutions israéliennes aux niveaux nationaux et internationaux, y

compris de la
suspension de toute forme de financement et de subvention pour
ces
institutions ;

3. Promouvez le désengagement dans Israël par les institutions
universitaires internationales ;

4. Travaillez vers la condamnation de la politique israélienne
en poussant à l'adoption de résolutions par les organisations
et
associations académiques, professionnelles et culturelles ;

5. Soutenez directement les institutions académiques et
culturelles
palestiniennes sans leur demander qu'être partenaires de
contreparties
israéliennes soit une condition explicite ou implicite d'un
tel soutien.

Soutenu par :

Fédération palestinienne des syndicats d'enseignants et
employés
universitaires;